

Copie.

Le Chef
du
Département Politique
Fédéral

Berne, ce mercredi 22 octobre 1941.

Monsieur le Ministre,

Merci de votre rapport du 15 crt qui m'a fort intéressé. Je sais combien le Saint-Siège se préoccupe paternellement de notre pays et s'emploie à le protéger, quand il peut et comme il peut, dans la tempête. J'en suis très reconnaissant et, si vous le jugez utile, je vous autorise à faire part, lorsque l'occasion vous paraîtra opportune, au Cardinal Secrétaire d'Etat de ma gratitude.

Quant à nos rapports avec l'Angleterre, leurs difficultés actuelles n'exigent cependant pas — peut-être pas encore, devrais-je écrire — une intervention amicale suggérée. J'ai l'espoir que, dans la mesure où les circonstances le permettront, toute détente n'est pas impossible. Ou je me trompe fort ou la politique générale renforcée du blocus explique l'aggravation qui s'est produite depuis l'été, non pas la nature de nos rapports politiques ou de notre attitude envers la Grande-Bretagne. Nous devons faire comprendre à Londres que nous avons toujours entretenu des échanges nombreux avec notre voisin du Nord, qu'ils sont pour nous vitaux — dans la situation actuelle surtout où nous sommes presque coupés du monde extra-européen — qu'il est inévitable que nous livrions à l'Allemagne, ce qui la renforce, pour qu'elle nous livre elle-même, ce qui l'affaiblit, qu'ainsi l'équilibre en définitive s'établisse; que si nous donnons nous recevons dans une proportion quasi égale; surtout que la possibilité de faire travailler nos gens est non seulement une nécessité absolue d'ordre intérieur mais une condition sine qua non de notre résistance matérielle et morale. Un chômage étendu nous coûterait, en francs, davantage, menacerait notre cohésion nationale, ouvrirait

Monsieur P. E u e g g e r ,
Ministre de Suisse,

Rome.



la porte aux aventures politiques et rendrait précaire notre défense militaire.

Le précédent attaché commercial l'avait compris. L'actuel, tout fraîchement endoctriné par le ministère du blocus, moins; mais plus il connaîtra notre pays, plus réceptif il sera.

T. va sans doute venir bientôt pour une quinzaine. Nous discuterons à fond de la situation avec lui. Je prierai M. Bonna de vous mettre au courant du résultat de cette consultation, si je ne puis le faire moi-même. Car, même s'il ne convient pas, d'urgence, d'agir par tiers dévoués, je tiens beaucoup à ce que vous soyez renseigné aussi complètement que possible. Dans de très nombreuses conversations vous pourrez planter des jalons qui marqueront la route, si nous devons nous y engager.

J'ai regretté que vous n'alliez pas à la séance du C.I.S., ne serait-ce que pour vous arrêter à Berne en passant. Mais je comprends vos raisons et votre désir de prendre quelque repos. Je souhaite que votre brève cure automnale vous fasse du bien: les nerfs, par les temps que nous vivons, ont besoin souvent de détente; ils n'en demeurent que plus forts.

Veillez présenter mes hommages à Madame Ruegger et croire, Monsieur le Ministre, à mes sentiments les meilleurs.

signé: Pilet-Golaz

P.-S. De nombreux bruits de paix ici, très prématurés à mon jugement. Désirs confus plus que réalités précises. On dit l'Amérique officielle réfractaire ... ?

P.G.